

**Nations unies - Vote FINUL -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 30 août 2018)

La France se félicite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2433. C'est un signal fort de notre soutien collectif à la FINUL, dont le rôle est essentiel pour sauvegarder la paix dans un contexte régional extrêmement troublé. En tant que plume, comme chaque année, la France a travaillé pour préserver cette unité du Conseil.

Je veux rappeler en premier lieu les efforts significatifs entrepris par la FINUL et par le DOMP pour mettre en oeuvre la résolution 2373 adoptée l'an dernier. Nous avons souhaité poursuivre ces efforts, en améliorant et en précisant ses missions. Cette résolution rappelle également les mesures que doivent prendre les Etats membres pour empêcher la vente ou fourniture d'armes ou de matériels qui ne sont pas autorisées par le gouvernement du Liban ou la FINUL. Mais le mandat de la force, ses missions et ses capacités sont préservées, et l'équilibre entre l'ensemble des préoccupations formulées est maintenu.

La FINUL, comme nous le répétons souvent, est un bien public régional. Elle est un élément essentiel de stabilité dans une région traversée par les crises. Elle remplit ses missions dans un environnement exigeant, en surveillant la cessation des hostilités le long de la Ligne bleue, et en prévenant tout risque d'escalade, notamment à travers le mécanisme tripartite. Son action essentielle de dissuasion est au coeur de son mandat. Par ailleurs, l'exigence de garantir la liberté de mouvement de la FINUL, est rappelée avec force dans ce nouveau texte. C'est pour nous un aspect essentiel du mandat de la Force vis-à-vis duquel nous devons rester vigilants, comme nous l'avons vu lors de l'incident du 4 août.

L'action de la FINUL accompagne également le renforcement des Forces armées libanaises et leur déploiement sur l'ensemble du territoire, afin de permettre à l'Etat libanais d'y exercer pleinement son autorité et sa souveraineté. Seule cette présence de l'Etat libanais et de ses forces armées et de sécurité, conformément à la résolution 1701, créera les conditions d'une stabilité durable au sud du Liban et dans les eaux territoriales libanaises : c'est avec cet objectif que nous avons abordé ce renouvellement, notamment s'agissant de la composante maritime de la Force dont les missions ont vocation, le moment venu et progressivement, à être assurées par la marine libanaise ; c'est également l'objectif poursuivi avec la montée en puissance du régiment modèle, que la FINUL continuera d'accompagner.

Dans ce contexte et pour faire face à ces graves enjeux, il est évidemment nécessaire qu'un gouvernement puisse être rapidement formé au Liban. C'est ce que rappelle également cette résolution.

Il était indispensable de réaffirmer le soutien unanime du Conseil à la FINUL, ce que nous avons fait aujourd'hui. Protéger le mandat de la FINUL et sa neutralité, c'est contribuer à la stabilité du Liban à l'heure où ses équilibres politiques sont fragiles et s'est contribuer également à la préservation de la paix le long de la Ligne bleue./.